

# Histoire des syndicats de fonctionnaires et du mouvement social en Seine-Maritime de 1944 à 1981

## Date / Heure

Date(s) - 16/05/2019

14:00 - 17:00

## Emplacement

[Bâtiment Robespierre](#)

**Catégories** Pas de Catégories



## Soutenance de thèse de M. Pierre [Mileo](#)

Sujet : *Histoire des syndicats de fonctionnaires et du mouvement social en seine-maritime de 1944 à 1981*

Sous la direction de Olivier [Feiertag](#)

> le 16 mai 2019 à 14h00

> Université Rouen Normandie, Bâtiment Robespierre, salle F311,

Rue Lavoisier 76821 Mont-Saint-Aignan.

## Présentation

En 1944, le Conseil national de la Résistance décide de reconstruire un Etat social dans la continuité du Front populaire, avant que le second conflit ne l'interrompe. Les syndicats ouvriers réunifiés dans la CGT (sauf la CFTC) décident de soutenir ce programme.

Les syndicats de fonctionnaires de Seine-Maritime s'organisent pour participer à cette reconstruction qu'ils attendaient.

Quelles sont leurs revendications ?

Sur quoi s'appuient-ils pour les mettre en avant ?

Quelles sont les valeurs qu'ils défendent ?

Attendent-ils tout de l'État social ?

Quelle est leur conception de cet Etat social ?

Enfin, quels moyens utilisent-ils pour le défendre et le faire progresser ?

Obtenant la reconnaissance de leur liberté syndicale qui comprend le droit de grève, ils acceptent un statut qui se révèle fort protecteur vis-à-vis de l'administration et de sa hiérarchie. Ils obtiennent aussi la gestion de la Sécurité sociale par leurs mutuelles qui les entraînent, en Seine-Maritime, à construire une mutualité départementale

unifiée et puissante. Toutefois, la division du monde en deux blocs, un libéral et un communiste, traverse ces syndicats et aboutit à la scission de 1947. Cela n'empêche pas la participation aux grèves de 1953 qui leur permet de sauver leur retraite. S'ils soutiennent le général de Gaulle (1890-1970) dans sa politique de décolonisation et contre les généraux factieux, ils l'affrontent sur sa politique institutionnelle, économique et sociale. La grève de 1968 en est l'aboutissement, par-delà les remises en cause. Mais pour rétablir l'Etat social qu'ils souhaitent, il leur faut soutenir les campagnes électorales de 1974 et 1981 du candidat de la gauche, François Mitterrand (1916-1996), qui l'emporte en 1981, en dépit de leurs divergences et grâce à la volonté unitaire de leurs militants.

## **Jury**

- Olivier FEIERTAG – Université de Rouen-Normandie – Directeur de thèse
- Isabelle LESPINET-MOREL – Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Rapporteur
- Yannick MAREC – Université de Rouen-Normandie – Examineur
- Michel MARGAIRAZ – Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne – Rapporteur